

EN CHIFFRES

« La situation redevient mouvementée » : l'inflation accélère dans la zone euro, sur fond de guerre en Iran

Les prix à la consommation ont augmenté plus fortement que prévu dans les 21 pays de la zone euro en février. Des pressions inflationnistes qui pourraient s'accroître si la guerre en Iran se prolonge.



Selon les chiffres publiés ce mardi par Eurostat, les prix à la consommation ont grimpé de 1,9 % dans la zone euro en février, contre 1,7 % en janvier. (Photo iStock)

Par **Sarah Dumeau**

Publié le 3 mars 2026 à 17:57

Avant même que les conséquences du conflit au Moyen-Orient ne soient visibles dans les données macroéconomiques, l'inflation accélère dans la zone euro. Selon les chiffres publiés ce mardi par Eurostat, les prix à la consommation ont grimpé de 1,9 % en février, contre **1,7 % en janvier**.

Ces taux restent légèrement inférieurs à l'objectif fixé par la Banque centrale européenne, à 2 %, mais ils sont supérieurs aux prévisions des économistes, qui tablaient sur un maintien à 1,7 %. Cette inflation est d'abord tirée par les services, dont les prix ont grimpé de 3,4 % en glissement sur un an, contre 3,2 % en janvier. L'inflation sous-jacente, hors alimentaire et énergie, a également surpris les analystes en accélérant à 2,4 %.

Cette hausse des prix s'explique en partie par l'Italie, où l'inflation a atteint 1,6 %. Des chiffres dopés par « une flambée de la catégorie des hébergements en raison de l'organisation ponctuelle des Jeux Olympiques d'hiver », explique Riccardo Marcelli Fabiani, analyste chez Oxford Economics. Le coût des services de restauration et d'hébergement a en effet bondi, à lui seul, de 6,1 %.

Ces pressions inflationnistes inquiètent dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient, qui pourrait peser beaucoup plus fortement sur les prix à la consommation en mars si le conflit se prolonge. « Ces chiffres [de février, NDLR] montrent qu'avant même le début du conflit, les pressions inflationnistes étaient loin d'être calmées. Et désormais, la situation redevient mouvementée », prévient Bert Colijn, chef économiste de la banque ING cité par l'AFP.

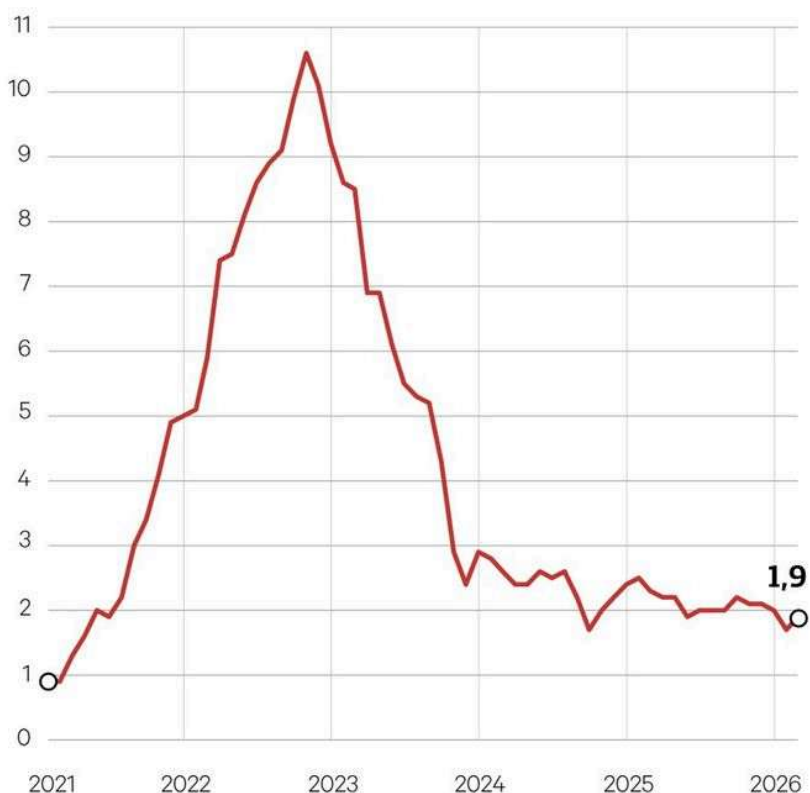
Flambée des cours de l'énergie

La guerre menace de perturber l'approvisionnement européen en hydrocarbures et a déjà provoqué une flambée des cours du pétrole et du gaz, ce qui va nécessairement gonfler les prix dans les 21 pays qui partagent la même monnaie.

Les prix du gaz en Europe ont ainsi augmenté de plus de 70 % depuis vendredi après l'arrêt de la production par le Qatar, sur le plus grand site d'exportation mondial, suite aux attaques iraniennes. « Mais l'impact ne doit pas être surestimé, car l'offre de pétrole commence progressivement à dépasser à nouveau la demande », tempère Riccardo Marcelli Fabiani, d'Oxford Economics.

Les prix à la consommation dans la zone euro

En glissement annuel, en %



« LES ECHOS » / SOURCE : EUROSTAT

Les regards sont tournés vers la Banque centrale européenne, qui devra décider dans deux semaines si elle relève ses taux directeurs, dont le principal est pour l'instant fixé à 2 %. Si certains économistes estiment qu'un changement de politique monétaire est « peu probable », comme Riccardo Marcelli Fabiani, d'autres ne sont pas de cet avis. « Si la hausse des prix des matières premières se maintient, [...] cela laisse entrevoir une

probabilité accrue d'assouplissement monétaire », prédit David Powell, économiste pour la zone euro chez Bloomberg Economics.

Selon les calculs de Bert Colijn, si le conflit **durait « quelques semaines »**, l'inflation pourrait grimper autour de 2,5 %. Et en cas de conflit plus long, les conséquences seraient pires, plongeant l'inflation dans une phase d'incertitude comme la zone euro n'en a pas connu depuis plusieurs années.

Tous les experts gardent en tête la flambée des prix de l'énergie provoquée par l'invasion russe de l'Ukraine en 2022. L'inflation en zone euro avait alors atteint un niveau record, à 10,6 % sur un an.

Avec agences

Sarah Dumeau

Le commerce américain perd du terrain

ÉCHANGES Les Etats-Unis restent la première puissance mondiale, mais davantage de pays se sont tournés vers d'autres partenaires ces dernières années. Les différents tarifs douaniers mis en place par la Maison-Blanche en 2025 pourraient renforcer cette tendance

LASSILA KARUTA, ZURICH

La diversification des marchés d'exportation entamée par de nombreux pays, depuis le début du XXI^e siècle, a réduit l'importance des Etats-Unis dans le commerce mondial. Et les chiffres de l'International Trade Centre (ITC), une organisation internationale basée à Genève, publiés en février viennent étayer l'étendue de cette tendance.

En 2001, les nations pour lesquelles Washington était le principal partenaire commercial représentaient 30% du produit intérieur brut (PIB) mondial mais ce ratio a chuté à 9% en 2024. Différents faits expliquent ce changement structurel. «A partir des années 2000, on observe notamment davantage d'échanges entre les membres des différents blocs régionaux. Il y a en outre le renforcement du commerce entre les pays du Sud global mais égale-

ment le rôle croissant de la Chine dans le commerce international», indique une experte de l'ITC, ayant participé au relevé mensuel.

Les données de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) montrent que les accords de libre-échange sont ainsi passés de 91 en 2001 à 381 en 2026. Pour Ralph

«L'essor de la Chine en tant que grande puissance manufacturière et exportatrice joue clairement un rôle central dans ce processus»

RALPH OSSA, ANCIEN CHEF ÉCONOMISTE DE L'OMC

Ossa, ancien chef économiste de l'OMC, tous ces événements n'ont cependant pas le même poids. «L'essor de la Chine en tant que grande puissance manufacturière et exportatrice joue clairement un rôle central dans ce processus. D'un point de vue quantitatif, le déplacement des capacités de production mondiales, en particulier vers la Chine et, dans une moindre mesure, vers d'autres économies émergentes, est le facteur dominant de cette évolution», explique-t-il.

L'économiste, qui a repris ses fonctions de professeur à l'Université de Zurich l'été dernier, souligne également que la perte progressive du poids des Etats-Unis dans le commerce mondial s'est opérée en particulier au début du XXI^e siècle. «L'accélération la plus marquée s'est produite entre 2001 et 2012. Cela coïncide avec l'adhésion de la Chine à l'OMC et son intégration

rapide dans les chaînes de valeur mondiales. Depuis le milieu des années 2010, la tendance s'est poursuivie, mais à un rythme plus graduel.»

«Le tournant décisif» de la crise de 2008

Cette affirmation est par ailleurs confirmée par les données de l'ITC. «La Chine a dépassé les Etats-Unis pour la première fois en 2006, lorsqu'elle est devenue le principal partenaire commercial de pays représentant 12,7% du PIB mondial, contre 11,8% pour les Etats-Unis», indique l'institution internationale avant d'ajouter que «le tournant décisif» s'est produit pendant la crise financière mondiale.

En 2008, les nations qui commercent surtout avec la Chine représentent 13,9% du PIB mondial et ce chiffre grimpe à 22% en 2010 tandis que la part des Etats-Unis est tombée de 10,6% à 7,7%.

«A partir de ce moment, l'écart s'est creusé de manière structurelle, la Chine se stabilisant autour de 30% du PIB mondial au cours des années suivantes et les Etats-Unis restant en dessous de 10%.»



Le relevé mensuel de l'ITC met également en exergue que ces vingt dernières années la part des marchandises fabriquées aux Etats-Unis et vendues à l'étranger s'est aussi repliée. Si ces biens représentaient encore 12% des

exportations globales en 2001, ce ratio est tombé à 8% en 2024.

Cette baisse touche presque tous les produits à l'exception notable de matières minérales comme le pétrole. Et parmi les biens très affectés se trouvent notamment les céréales, les machines et équipements électroniques.

Ralph Ossa fait également remarquer que cet affaiblissement des envois à l'étranger touche l'ensemble des nations du G7 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie Japon, Royaume-Uni). «Mais la part des exportations des pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) a plus que doublé entre 2000 et 2024», explicite-t-il.

Et les experts sont unanimes sur un fait. Le lancement de la guerre commerciale par Donald Trump en avril 2025 devrait amener plus de gouvernements à diversifier progressivement leurs partenaires commerciaux. ■

Ohne Pflegekräfte aus dem Ausland geht nichts – doch es kommen weniger

Gesundheitswesen Weil Personal aus den Nachbarländern ausbleibt, rekrutieren Spitäler nun in Osteuropa. In Ländern wie Moldau entstehen dadurch «Medizinwüsten» mit tödlichen Folgen.

Fabienne Riklin

Ohne Personal aus dem Ausland geht im Schweizer Gesundheitswesen längst nichts mehr. Mittlerweile haben 33 Prozent der Pflegefachpersonen ein ausländisches Diplom. In einzelnen Grenzkantonen liegt ihr Anteil sogar bei über der Hälfte: Genf, Neuenburg oder Waadt. Das zeigen neue Zahlen des Gesundheitsobservatoriums (Obsan).

Obwohl im Bereich Pflege so viele Beschäftigte arbeiten wie noch nie, bleiben viele Jobs unbesetzt. Gemäss Jobradar X28 waren letztes Jahr 137'268 Stellen im Pflegebereich ausgeschrieben. «In der Pflege herrscht schweizweit die grösste personelle Notlage», sagt Christina Schumacher, stellvertretende Geschäftsführerin des Berufsverbands der Pflegefachpersonen (SBK).

Die Situation hat sich innerhalb von fünf Jahren in den meisten Kantonen deutlich verschärft. Waren beispielsweise im Aargau im Jahr 2020 noch rund 7600 Pflegeinsätze online, waren es 2025 bereits 13'000. Im Kanton Glarus haben sich die ausgeschriebenen Stellen auf 920 Stellen verdoppelt und im Wallis auf 2100 fast verdreifacht.

Schweiz spürt Wettbewerb im Gesundheitswesen

Der SBK führt diese Entwicklung auch darauf zurück, dass es schwieriger geworden ist, in den direkten Nachbarländern geeignete Pflegefachpersonen zu rekrutieren. Insbesondere kommen weniger Grenzgängerinnen und Grenzgänger. Bei ihnen registriert das Obsan bereits mehr Austritte als Eintritte. «Die Länder rund um die Schweiz bemühen sich sehr darum, ihr ausgebildetes Personal möglichst zu halten», sagt Schumacher. Das bekomme nun der hiesige Arbeitsmarkt zu spüren.

Alain Kohler, Leiter Unternehmenskommunikation beim Spitalverbund Appenzell Ausserrhodens, bestätigt diese Einschätzung. «Verbesserte Arbeitsbedingungen und höhere Löhne in den Herkunftsländern machen es anspruchsvoller, ausländische Pflegefachpersonen zu gewinnen», sagt er. Zudem habe sich die Mobilitätsbereitschaft verändert. Viele würden genauer abwägen, ob sich ein Schritt ins Ausland lohne. Gleichzeitig herrsche europaweit Personalknappheit.

Gravierende Folgen für die Versorgung in Moldau

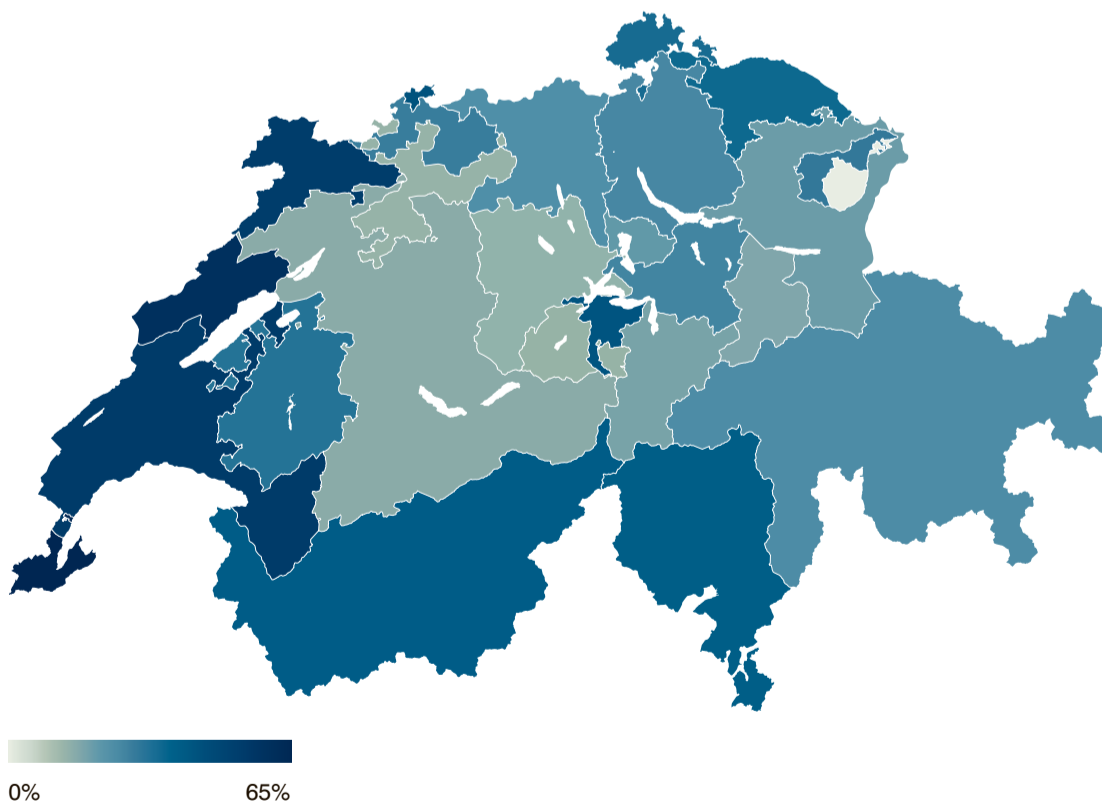
Doch wie in vielen anderen Spitälern geht es auch in Ausserrhodens nicht ohne ausländisches Personal. «Um den Versorgungsauftrag sicherzustellen, sind wir darauf angewiesen», sagt Kohler. Besonders angespannt ist die Lage bei Pflegefachpersonen HF/FH. Das hänge auch mit der hohen psychischen und physischen Belastung zusammen. Viele arbeiten deswegen in einem Teilzeitpensum. Auch steigen Fachkräfte vermehrt aus dem Beruf aus. Nachwuchs fehlt.

Der Spitalverbund Appenzell Ausserrhodens hat deshalb den



Pflegefachpersonen sind in der Schweiz dringend gesucht, viele Jobs bleiben unbesetzt. Foto: Maskot, Getty

Anteil Pflegefachpersonen mit ausländischem Abschluss



Grafik: fabrik / Quelle: Obsan / Kartenmaterial: ©swisstopo

Rekrutierungsradius erweitert. Neben Deutschland, Österreich und Frankreich werden vermehrt Fachkräfte aus weiteren EU-Ländern angesprochen.

Das Nachsehen haben jene Staaten, die am Ende dieser Abwerbungskette stehen – etwa die Republik Moldau. Das kleine Land weist eine der höchsten Abwanderungsraten Europas auf. Da etwa die Hälfte der Bevöl-

kerung einen rumänischen Pass besitzt und die Schweiz die Personenfreizügigkeit für Rumänen schrittweise ausgedehnt hat, nutzen jährlich Hunderte die Möglichkeit, in Westeuropa zu arbeiten. Die Folgen für die Versorgung vor Ort sind gravierend.

Die Lebenserwartung in Moldau liegt bei gerade einmal 70 Jahren; medizinische Behandlungen sind vor allem in ländli-

chen Gebieten kaum mehr gewährleistet. Natalia Postolachi, Leiterin der Organisation Casmed für häusliche Pflege, spricht von eigentlichen «Medizinwüsten». An manchen Orten schaue ein Hausarzt höchstens einmal pro Woche vorbei. Dann hätten Schwangere und Kinder Vorrang. «Ältere Menschen müssen warten oder kommen überhaupt nicht an die Reihe», so Postolachi.

Niedrige Löhne, veraltete Ausrüstung und begrenzte Karriereaussichten treiben viele Menschen in die Emigration. Auch der Krieg im Nachbarland Ukraine verstärkt den Wunsch, das Land zu verlassen. «Sie suchen eine sichere Zukunft», erklärt Postolachi. Personalvermittler seien darauf spezialisiert, Fachkräfte direkt nach der Ausbildung abzuwerben. «Noch während des Studiums schliessen viele Verträge mit Arbeitsagenturen ab, die ihrerseits Sprachkurse und Fahrstunden offerieren.»

«Die Schweiz bedient sich nun bei den Schwächsten»

Martin Leschhorn von Medicus Mundi Schweiz kritisiert das Vorgehen scharf: «Seit deutsche oder französische Fachkräfte weniger leicht zu bekommen sind, bedient sich die Schweiz nun bei den Schwächsten.» Es sei unethisch, wenn arme Staaten die Ausbildungskosten trügen und die Schweiz anschliessend die ausgebildeten Fachkräfte übernehme.

Diese Kritik teilt auch die Weltgesundheitsorganisation. Ein Kodex aus dem Jahr 2010 hält fest, dass jedes Land bestrebt sein sollte, seinen Bedarf an medizinischem Personal selbst auszubilden, um die Abwerbung gering zu halten. Die Krux dabei: Der Kodex ist freiwillig.

Welche Folgen dieser «Brain Drain» haben kann, zeigt eine kürzlich veröffentlichte Studie des Mannheimer Zentrums für Europäische Wirtschaftsforschung und des Münchner Ifo-Instituts. So mussten deutsche Krankenhäuser in Grenznähe zur Schweiz zeitweise mit zwölf Prozent weniger Pflegefachkräften auskommen als andere deutsche Spitäler, die weiter im Landesinneren liegen.

«Keine nachhaltige Lösung für den Fachkräftemangel»

Dieser Rückgang der medizinischen Versorgung blieb nicht ohne Folgen für die Gesundheit der Patientinnen und Patienten. Die Sterbewahrscheinlichkeit stieg in den Gebieten nahe der Schweiz um 5 Prozent, bei Herzinfarkten sogar um 18 Prozent. Die Forschenden fanden einen klaren Zusammenhang: je dünner die Personaldecke, desto geringer die Überlebenschance. In der Grenzregion sank die statistische Lebenserwartung dadurch bereits um 0,3 Jahre.

In Regionen wie Lörrach oder Konstanz lockt die Schweiz mit deutlich höheren Löhnen und tiefen Steuern – fast 68'000 Deutsche pendeln bereits südwärts, während kaum tausend den umgekehrten Weg antreten.

Christina Schumacher vom SBK sagt: «Pflegefachpersonen aus dem Ausland sind keine nachhaltige Lösung für den Fachkräftemangel.» Zwar würden sich auch wegen der Pflegeinitiative positive Effekte zeigen. Etwa die Ausbildungsinitiative, die in vielen Kantonen bereits angelaufen sei. «Doch wenn es nicht gelingt, Pflegefachpersonen langfristig im Beruf zu halten, greift diese Massnahme zu kurz.»

L'OFSP relâche la pression sur les prix

SANTÉ. Certains médicaments bon marché, mais jugés indispensables, pourraient être exemptés du contrôle tarifaire périodique afin d'éviter des retraits du marché.

Nathalie Praz

Le Conseil fédéral envisage d'exclure certains médicaments peu coûteux du réexamen triennal de leur économie. Cette mesure, dans le cadre du frein la hausse des coûts de la santé, cible des produits pris en charge par l'assurance obligatoire des soins (AOS) «jugés essentiels pour l'approvisionnement» mais dont le chiffre d'affaires est «faible», selon l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). L'objectif est de réduire le risque de retraits du marché suisse pour des raisons de rentabilité insuffisante.

Deux catégories sont examinées par ce projet, en consultation jusqu'à mi-mai. La première, les médicaments dont le chiffre d'affaires est inférieur à un million de francs par an et dont le prix est inférieur à 100 francs. La seconde, les produits réalisant entre un et 4 millions de chiffre d'affaires, à condition que le coût journalier de la dose ne dépasse pas 20 centimes.

Projet salué avec réserves

«C'est une avancée, mais les seuils fixés par l'OFSP restent insuffisants», reconnaît François Détraz, directeur commercial de Labatec Pharma. L'office a «retenu un niveau

qui minimise au maximum les coûts». Il souligne aussi qu'en «cherchant à limiter l'impact budgétaire à court terme, on risque de compromettre durablement la disponibilité et l'approvisionnement de nombreux médicaments essentiels pour le pays». Pour la société basée à Meyrin (GE), moins d'une dizaine de produits sur 65 pourraient entrer dans ces catégories d'exemption.

«S'inscrire dans cette logique (*ndlr: d'absence de réexamen triennal*) pour éviter des baisses qui pourraient fragiliser l'approvisionnement sur des produits déjà à marge faible nous semble intéressant», reconnaît Anne Helbert-Guirouvet, responsable suisse pour l'entreprise nyonnaise (VD) Effik, dont cinq médicaments sur huit remboursés par l'AOS pourraient être concernés.

Interpharma soutient aussi cette proposition d'exception si elle permet de «prioriser la disponibilité pour les patients» et «si son application n'est pas trop bureaucratique». La faitière des entreprises pharmaceutiques regrette toutefois que cette mesure «n'ait aucune incidence sur la sécurité d'approvisionnement en médicaments innovants» et affirme qu'il est aussi «urgent d'agir dans ce domaine».■

SP zieht Kita-Initiative zurück – und hofft auf FDP

Nationale Betreuungslage Ab nächstem Jahr sollen Eltern pro Kind und Betreuungstag 100 Franken im Monat erhalten.

Links-progressive Gleichstellungspolitiker und -politikerinnen nennen sie die «heilige Dreifaltigkeit» der Gleichstellungspolitik:

- Die Einführung der Individualbesteuerung
- Eine echte Elternzeit
- Die flächendeckende Finanzierung von Kitas

Element 1 dieser nur halbheiligen Trinität könnte schon am nächsten Sonntag Realität werden. Allerdings nur vielleicht, im Moment ist das Abstimmungsrennen too close to call, es kann noch auf beide Seiten kippen.

Bei Element 2, der Elternzeit, sind mögliche Ergebnisse noch etwas weiter weg. Gegenwärtig befindet sich die Schweiz ziemlich am Schluss der europäischen Staaten, was die Familienzeit nach einer Kindsgeburt angeht. Mütter in der Schweiz haben Anspruch auf einen 14-wöchigen Mutterschaftsurlaub, die Väter auf zwei Wochen (hart erkämpfte zwei Wochen). Im Gegensatz dazu geben EU-Staaten ihren Müttern im Schnitt 66 Wochen frei nach einer Geburt, der OECD-Durchschnitt liegt bei 52 Wochen.

Derzeit läuft eine Unterschriftensammlung für eine Volksinitiative, die das ändern möchte. Initiiert wurde die Familienzeit-Initiative (je 18 Wochen für Mutter und Vater) von diversen Frauenverbänden, den Grünen, der GLP und den Mitte-Frauen. Zeit für die Unterschriftensammlung haben sie noch bis im Oktober.

Was die SP mit ihrer Volksinitiative erreichen will

Und damit zu Element 3, der flächendeckenden und (je nach politischem Standpunkt) möglichst grosszügigen Finanzierung von Kitas in der Schweiz. In vielen Kantonen gibt es heute schon subventionierte Betreuungsplätze, die Unterschiede sind allerdings beträchtlich. Besonders krass sind sie bei den tiefsten Einkommen, wie eine Studie der Credit Suisse vor fünf Jahren feststellte: Während Genfer Eltern aus der tiefsten Einkommensklasse Mindestkosten von 5 Franken pro Tag bezahlen, sind es im Kanton Schwyz rund 85 Franken pro Tag.

Was es bis heute noch nicht gibt, ist eine Bundeslösung für die Finanzierung von Kita-Plätzen. Das will die SP mit einer Volksinitiative ändern: Neu sollen Eltern höchstens 10 Prozent ihres Einkommens für die Betreuungsplätze ihrer Kinder ausgeben, unabhängig von ih-

rem Wohnort und während einer recht langen Zeit: Gelten würde die Finanzierung von Kindern ab dem Alter von 3 Monaten bis zum Ende der Grundschulzeit.

Im vergangenen Dezember hat das Parlament einen Gegenvorschlag zur Initiative beschlossen. Der geht weniger weit als die Idee der SP. Statt ein prozentualer Anteil des Einkommens ist ein konkreter Betrag vorgesehen. Eltern von bis zu 8-jährigen Kindern sollen einen Beitrag von mindestens 100 und höchstens 500 Franken im Monat erhalten, wenn ihre Kinder fremdbetreut werden.

«Der Gegenvorschlag ist der realistischere Weg»

In Kraft treten kann diese Bundeslösung erst, wenn die SP ihre Volksinitiative zurückzieht – was nun geschieht, zumindest bedingt. «Natürlich wäre unsere Initiative besser gewesen. Aber der Gegenvorschlag ist der realistischere Weg», sagt SP-Co-Präsident Cédric Wermuth. «Wir werden nun zum ersten Mal auf Bundesebene ein Gesetz zur Kita-Finanzierung haben. Sozialpolitisch ist das ein historischer Schritt.»

Dass die SP ihren Entscheid gerade jetzt bekannt gibt, ist kein Zufall. Gerade weil die Sozialdemokraten Individualbesteuerung und Kita-Finanzierung zusammendenken, wünschen sie sich Unterstützung aus der bürgerlichen Mitte, namentlich von der FDP, die ebenfalls für die Individualbesteuerung kämpft. Besser gesagt: Sie wünschen sich bei der Kita-Finanzierung keinen Widerstand von dieser Seite.

Erst mit dem Rückzug der SP beginnt nun die Referendumsfrist zum neuen Bundesgesetz zu laufen. Aus Reihen der FDP ist kein Referendum zu erwarten (so viel Unterstützung ist offenbar). Eine Abstimmung ist allerdings trotzdem realistisch. Gewerbeverband und Arbeitgeberverband überlegen sich dem Vernehmen nach ein Referendum. Aus diesem Grund zieht die SP ihre Initiative nur bedingt zurück. Sollte es bei einer allfälligen Abstimmung (wohl im November dieses Jahres) zu einem Nein kommen, würde es danach noch eine Abstimmung über die Volksinitiative geben. Bei einem Ja könnte das neue Bundesgesetz eingeführt werden – und Eltern erhielten wohl frühestens ab 2027 einen Bundesbeitrag für die Fremdbetreuung ihrer Kinder.

Philipp Loser



Soll der Bund die Betreuung von Kindern mitbezahlen? Foto: Imago

Le Conseil national tient au programme d'allègement et veut économiser 5,9 milliards sur trois ans

La droite resserre la ceinture

PHILIPPE CASTELLA

Finances ► Le Conseil national tient au programme d'allègement financier de Karin Keller-Sutter. Il a écarté mardi toutes les tentatives de la gauche pour stopper le projet ou le renvoyer au Conseil fédéral en vue de le remanier.

La Chambre du peuple se prononcera ce mercredi sur les propositions concrètes de coupes. Dans les grandes lignes, il devrait suivre les décisions du Conseil des Etats en décembre dernier, d'après les options retenues en commission.

Celle-ci propose d'économiser 5,9 milliards de francs sur trois ans, contre 5,5 milliards pour la Chambre des cantons. C'est environ un tiers de moins que ce que lui soumet le Conseil fédéral (8,5 milliards).

Le débat d'entrée en matière a donné lieu à une bataille rangée entre la gauche et la droite, alignée derrière la ministre des Finances. La libérale-radical a répété son mantra: «Il faut assainir les finances fédérales en coupant dans les dépenses parce que nous avons un problème de dépenses et non de recettes.»

100 milliards en 2029

Les premières vont passer de 80 milliards de francs en 2023 à 92 milliards en 2027. Et la libérale-radical de prédire que le cap des 100 milliards pourrait être franchi en 2029 déjà.

A gauche, on défend une tout autre vision: «Au cours des quinze dernières années, la quote-part de l'Etat est restée pratiquement inchangée à 10% du produit intérieur brut», objecte Tamara Funiello. Pour la socialiste bernoise, «ce qui a explosé, c'est la concentration des richesses. Nous avons privatisé les profits et devons maintenant socialiser les coûts».

Selon Gerhard Andrey, le prétendu paquet d'allègement «ne mérite pas son nom. Il n'allège pas, mais déplace simplement les charges vers les cantons, les communes, les institutions de formation, de nombreuses organisations d'utilité publique et, finalement, les porte-monnaie des ménages».



La droite a fait la sourde oreille à toutes les idées de la gauche pour tenter de bloquer le paquet d'économies au Conseil national.
KEYSTONE



«Nous avons un problème de dépenses et non de recettes»

Karin Keller-Sutter

Pour le vert fribourgeois, la rigidité avec laquelle est appliqué le frein à l'endettement est nuisible: «Reporter les investissements ne signifie pas économiser, mais déplacer les coûts vers l'avenir sous forme de désavantages économiques, de dommages plus importants et d'une perte de confiance envers l'Etat.» Il cite pour exemple les trains allemands, dont les retards sont la conséquence de sous-investissements.

Si on défend ces coupes à droite, c'est d'abord en vue de financer la 13^e rente AVS et l'accroissement du budget militaire. «Pour l'UDC, il est exclu d'augmenter les impôts, la TVA ou toute autre taxe qui viendrait péjorer le pouvoir d'achat et le porte-monnaie des travailleurs, de celles et ceux qui se

lèvent tôt pour gagner leur vie», défend le Vaudois Yvan Pahud.

Non à une hausse de TVA

«Nous vivons dans un monde qui change très vite et qui devient de plus en plus dangereux», décrit Damien Cottier. «A ceux qu'un retour de la guerre en Europe il y a quatre ans n'avait pas suffi à convaincre, les bouleversements géopolitiques des derniers jours devraient avoir ouvert les yeux», souligne le chef du groupe PLR. Et le Neuchâtelois de rappeler un sondage qui montre que «trois Suisses sur quatre s'opposent à une hausse de la TVA pour financer la défense».

Au vu des rapports de force, la gauche a logiquement perdu son bras de fer. L'entrée en matière sur le projet a été approuvée par 128 voix à 62 et 1 abstention.

Les neuf propositions de renvoi au Conseil fédéral ont été rejetées sur un score similaire. La gauche s'est pourtant montrée fort créative en suggérant un nouveau désenchevêtrement des tâches entre Confédération et cantons, un assouplissement du frein à l'endettement ou encore la création d'un fonds pour les investissements militaires financé par un versement exceptionnel de la Banque nationale.

Devant le peuple

Ce mercredi, le National devrait enterrer définitivement l'idée d'une imposition plus élevée des retraits en capitaux des deuxième et troisième piliers. Karin Keller-Sutter a encore tenté mardi, en vain probablement, une hausse qui hérisse en particulier son propre parti, le PLR.

En contrepartie, la commission du National est allée piocher dans le bréviaire trumpien une idée de nouvelle recette, sous la forme d'une hausse des droits de douane sur certains produits agricoles. Cela pourrait rapporter 175 millions de francs par an. Mais cela pourrait se retourner contre les éleveurs suisses, craint Jacques Nicolet (udc, VD). Ils subiraient les hausses de prix des fourrages et de la paille importés.

Les deux Chambres doivent se mettre d'accord sur ce paquet d'économies dans les trois semaines à venir. Cela pour permettre, en cas de probable référendum lancé par la gauche, une votation populaire en septembre déjà. Car le programme d'allègement porte sur les années 2027 à 2029 et doit logiquement entrer en vigueur l'an prochain. I

Menace sur les réserves de gaz hivernales de la Suisse

ÉNERGIES FOSSILES. Le recours à des contrats à terme limite les conséquences immédiates de la guerre en Iran sur le prix du gaz et l'approvisionnement helvétique. Malgré des prix à court terme qui ont déjà doublé.

Christian Affolter

Les énergies fossiles sont au centre des préoccupations concernant les conséquences économiques pour la Suisse de la guerre qui sévit au Proche-Orient depuis le week-end passé. Le prix du baril de pétrole de la variété Brent a bondi d'environ 10 dollars et franchi la barre des 80 dollars depuis les frappes américano-israéliennes en Iran (*lire ci-dessous*). «La hausse de prix du pétrole touche surtout les économies importatrices d'énergie, tandis qu'en tant qu'exportateurs nets d'énergie, les Etats-Unis sont nettement moins vulnérables», remarque le CIO de la Banque cantonale de Schwytz, Thomas Rühl, dans une note.

Les ripostes de l'Iran visent notamment les infrastructures de production et de distribution de pétrole et de gaz dans les pays voisins. Depuis lundi, le régime bloque le détroit d'Ormuz et il a également attaqué avec des drones la plus grande usine de pro-

Dépendance mondiale

La guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran met sous pression le Golfe, région riche en hydrocarbures, dont les prix flambent.

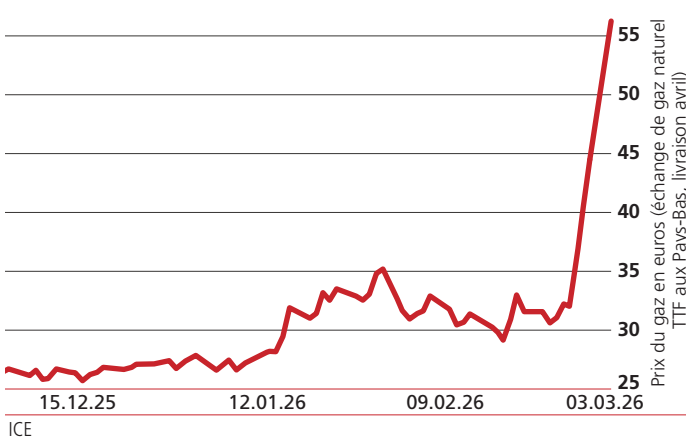
L'Arabie saoudite est le deuxième producteur mondial de pétrole derrière les Etats-Unis, l'Iran est dans les dix premiers. Le petit Qatar est deuxième exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), derrière les Etats-Unis également. Le Koweït, l'Irak ou les Emirats arabes unis (EAU) sont aussi des producteurs notables.

Au milieu, le détroit d'Ormuz, porte d'entrée du Golfe, est aujourd'hui largement paralysé. Quelque 20 millions de barils de pétrole, soit environ un cinquième de la consommation mondiale, y transitent quotidiennement et les exportations de GNL du Qatar et des EAU, qui pèsent à eux deux environ 20% du commerce mondial, doivent aussi y passer.

Les pays asiatiques sont les plus exposés énergétiquement: 80% du pétrole et près de 90% du gaz transitant par Ormuz leur est destiné, selon l'Agence internationale de l'Energie (AIE).

Techniquement, des routes alternatives, en l'occurrence des oléoducs saoudiens et émiratis, permettent de contourner le détroit. Mais, comme le rappelle l'AIE, ces installations ont des capacités «limitées», de l'ordre de 3,5 à 5,5 millions de barils de pétrole par jour. Pour le GNL, il n'y a aucune route alternative. (afp)

LE PRIX DU GAZ SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN A DOUBLÉ



duction de gaz naturel liquide (GNL) au monde située au Qatar. L'Europe dépend aussi des livraisons de GNL du Qatar, qui passent par le détroit d'Ormuz, souligne Thomas Rühl. D'ailleurs, le prix du gaz a réagi encore plus fortement que celui du pétrole: il a doublé sur le marché virtuel d'échange de gaz naturel aux Pays-Bas (TTF) pour livraison en avril (*voir graphique*).

Pas de choc de prix imminent en Suisse

D'après les acteurs du marché suisse consultés, cela ne veut pas dire qu'il faille s'attendre à un choc de prix imminent pour le gaz en Suisse. En Asie, le prix JKM, la référence pour le GNL, a bondi de 41% à 43,95 euros le mégawattheure. Les conséquences dépendent principalement de la durée du blocage dans le détroit d'Ormuz. «Si la situation se détend d'ici à trois ou quatre semaines, le marché devrait pouvoir le supporter», estime par écrit le porte-parole de l'association suisse de l'industrie gazière (Asig).

Le directeur du négoce de Gaznat, Frédéric Rivier, rassure:

«Nous achetons l'essentiel de notre gaz sur le marché à terme pour avoir une prévisibilité au niveau des coûts et de l'approvisionnement.» Ces achats sont faits sur la base de la consommation moyenne. Les éventuelles quantités supplémentaires «ne génèrent pas de surcoûts importants», selon le responsable. En outre, grâce aux températures printanières, «il n'y a pas de souci à court terme».

L'enjeu du stockage de gaz pour l'hiver

Comme le souligne l'Asig, l'enjeu se situe plutôt à plus longue échéance. «Si les troubles devaient perdurer, cela pourrait avoir des conséquences sensibles pour le stockage de gaz en Europe», avertit l'association. Car cet été, les entreprises gazières devraient reconstituer leurs réserves pour l'hiver prochain. En Allemagne par exemple, leur niveau actuel de remplissage de seulement 21% est environ 23 points de pourcentage en dessous de la moyenne des années 2017-2021 à la même date. Alors que des données pour la Suisse ne sont pas disponibles, le niveau

des réservoirs en France est de 21,6%. «Il faudra beaucoup de gaz cet été pour remplir le stockage», souligne Frédéric Rivier, de Gaznat. Mais avec la situation actuelle sur le marché, l'industrie risque de devoir vendre à perte le gaz stocké: les prix pour les contrats TTF avec livraison au deuxième (52,88 euros) ou troisième trimestre (48,34 euros) sont supérieurs à celui pour l'hiver (42,75 euros). Elle ne va donc pas remplir les réserves maintenant, au risque d'une «situation tendue» lors de la saison froide, selon Frédéric Rivier.

Conséquences potentielles à plus long terme

Si la situation actuelle devait se prolonger, il pourrait donc y avoir un impact sur les prix 2027, 2028 et 2029. D'éventuelles interventions de gouvernements pour imposer des taux plafcher de remplissage pourraient «créer des distorsions du marché», note le directeur du négoce de Gaznat, pour qui un tel scénario est «loin d'être exclu».

Au niveau de l'approvisionnement du réseau Gaznat, «même pendant la crise ukrainienne de 2022, tous les contrats ont été honorés», rassure Frédéric Rivier. Sur son site, le distributeur de gaz en Suisse romande qualifie toujours la situation de normale, ce que le directeur du négoce juge «parfaitement justifié». Il rappelle le contrat de Gaznat avec la France où sont physiquement stockés 15% de la consommation de gaz suisse et disposant de la «même priorité [d'accès] que les collectivités locales» en cas de crise. Des «accords de solidarité» existent aussi avec l'Allemagne et l'Italie. ■

Le pétrole reste sous pression

Les cours de l'or noir repartaient vivement à la hausse mardi, au quatrième jour de l'attaque israélo-américaine contre l'Iran et alors que Téhéran a massivement répliqué en bombardant la région. La hausse du prix des hydrocarbures ravive les craintes d'un retour de l'inflation et de politiques monétaires plus restrictives.

Vers 12h10, le prix du baril de Brent de la mer du Nord bondissait de 8,1% à 84,00 dollars, au plus haut depuis juillet 2024. Le WTI américain accélérerait quant à lui de 7,9% à 76,86 dollars, un niveau inégalé depuis juin 2025.

«Le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20% du pétrole mondial, redevient le point de fixation des opérateurs, d'autant que plusieurs compagnies maritimes ont commencé à détourner leurs navires par précaution», a souligné John Plassard. Selon le responsable de la stratégie d'investissement de Cité Gestion, «les frappes américaines et israéliennes contre des cibles iraniennes, suivies de représailles de Téhéran, ont ravivé la crainte d'un choc d'offre brutal, même si, à ce stade, il s'agit davantage d'anticipation que de rupture massive des flux».

Dans ce contexte, un prix du baril dépassant la barre des 100 dollars n'est pas à exclure, a estimé l'analyste de CMC Markets, Andreas Lipkow. «L'Europe, en particulier, s'est mise elle-même dans une impasse avec la politique énergétique menée ces

dernières années. La forte dépendance vis-à-vis du pétrole et du gaz provenant des Etats-Unis et des pays du Moyen-Orient devient un problème majeur», a-t-il souligné.

Ipek Ozkardeska, analyste de Swissquote, a pour sa part prévenu qu'«une hausse durable des prix de l'énergie risque de peser sur les marges des entreprises et la demande des consommateurs, notamment aux Etats-Unis».

Les risques géopolitiques s'accroissent, tout comme la volatilité sur les marchés et les incertitudes commerciales. Cette situation pourrait faire repartir l'inflation et «resserrer les conditions financières au niveau mondial».

«La hausse actuelle des prix du pétrole finira par s'inverser, au moins partiellement, une fois qu'il deviendra clair que les perturbations de l'approvisionnement seront temporaires, que les infrastructures pétrolières critiques ne seront pas détruites et que la nécessité de poursuivre les actions militaires s'atténuera», ont estimé les spécialistes d'UBS dans leur scénario de référence.

Dans un scénario de risque plus élevé, «une hausse prolongée des prix de l'énergie (...) aurait un impact plus important sur l'économie et les marchés mondiaux, à l'image de ce qui avait été observé après la guerre du Kippour en 1973 et le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine en 2022». (awp)



Le cœur du dispositif, la «zone Sommet», couvre les abords de l'Évian Resort. L'accès y sera réservé aux personnes accréditées. Imago/Andia

Dispositif de sécurité et périmètres d'accès du G7



- Zone Sommet:** réservée à certaines catégories de personnes et où la protection est renforcée
- Zone de Protection élargie:** plus large, moins restrictive mais soumise à présentation d'une autorisation d'accès

Carte: Dhl; Source: Préfète de la Haute-Savoie

Voici comment Évian s'organise pour le G7

Sommet international en France voisine Code QR, contrôles, trajets en train interrompus, débarcadère et écoles fermés: du 11 au 17 juin, la vie dans la cité haut-savoiarde et ses environs sera fortement perturbée.

Aymeric Dejardin-Verkinder

Les habitants du pays d'Évian devront s'armer de patience. Dès le jeudi 11 juin, un code QR sera indispensable pour entrer, sortir ou simplement traverser Évian-les-Bains. Jusqu'au mercredi 17 juin à 20 h, la Préfecture de Haute-Savoie mettra en place un dispositif de sécurité renforcé autour du sommet du G7, organisé sur la rive française du Léman.

— Une accréditation pour la «zone Sommet»

Le cœur du dispositif, la «zone Sommet», couvre les abords du palace Evian Resort. L'accès y sera réservé aux personnes accréditées (délégations, médias, personnel). Les non-résidents, y compris les piétons, ne pourront pas y entrer.

La préfecture annonce également des interdictions de circulation et de stationnement: aucun véhicule ne pourra rester à l'intérieur de la zone et les résidents concernés devront stationner à la limite du périmètre.

— Un code QR pour la «zone de protection élargie»

Au-delà de ce périmètre, une «zone de protection élargie» englobera la commune d'Évian-les-Bains et celles de Neuvecelle et Publier. Résidents et «ayants droit» (salariés, professionnels de santé, commerçants...) pourront y circuler à condition d'obtenir, en amont, une autorisation d'accès sous forme de code QR. Même sans sortir de la zone, l'enregistrement reste obligatoire.

— Perturbations sur les routes, le rail et le lac

Côté déplacements, la route départementale RD1005 qui longe le lac Léman restera ouverte mais l'entrée dans la zone élargie sera soumise à des contrôles (vérification du code QR, identité, fouille du véhicule) qui risquent de provoquer des embouteillages. Des itinéraires de substitution seront mis en place.

Les liaisons ferroviaires entre Thonon et Évian seront interrompues du 11 au 17 juin inclus. Là aussi, d'autres solutions de transport seront proposées.

Sur le Léman, une zone d'interdiction de navigation entraînera la fermeture du débarcadère d'Évian et l'impossibilité d'assurer la ligne N1 de la CGN vers Lausanne. «Un travail est en cours pour identifier les points de report possibles»,

assure la Préfecture de Haute-Savoie.

— Écoles fermées et épreuves du bac délocalisées

Les familles et plus de 2800 élèves devront aussi s'organiser. Les écoles maternelles et élémentaires fonctionneront normalement, à l'exception des établissements du centre d'Évian, de Neuvecelle et de l'école privée Saint-Bruno. La continuité pédagogique et l'accueil des enfants seront toutefois assurés.

Les collèges Saint Bruno et des Rives du Léman fermeront «à minima du 15 au 17 juin». Le lycée Anna de Noailles fera de même dès le 10 juin, après les cours; l'internat restera ouvert.

Pour le baccalauréat, les examens écrits anticipés des 11 et 12 juin des candidats d'Évian seront délocalisés au lycée de la

Versois, à Thonon, avec des navettes.

— Commerces ouverts et loisirs restreints

Enfin, aucune fermeture des commerces n'est annoncée, mais les autorités recommandent d'anticiper les stocks: des restrictions pour les poids lourds (notamment matières dangereuses) et des livraisons limitées aux horaires nocturnes sont envisagées.

Certaines activités nautiques ou aéronautiques privées pourraient être interdites et l'organisation de manifestations festives, culturelles ou sportives sera proscrite sur toute la période.

— Et du côté suisse...

La Suisse prépare elle aussi le G7 avec un dispositif de sécurité renforcé: le Conseil fédéral autorise un engagement subsidiaire

de l'armée jusqu'à 5000 militaires pour appuyer les polices de Genève, Vaud et Valais. Une restriction de l'espace aérien s'appliquera du 10 au 18 juin. Enfin, Berne a demandé à la France de prévoir un lieu de manifestation sur son territoire.

À Genève, le Conseil d'État limitera les grandes manifestations au centre-ville du 1^{er} au 28 juin pour raisons de sécurité. La mesure empêchera l'installation d'une grande fan zone pour le Mondial 2026. Trois événements seront toutefois épargnés: le Bol d'Or, la Fête de la musique et la Fête des écoles.

L'État genevois négocie avec la Grève féministe et la coalition «No-G7» une manifestation autorisée au bout du lac, pour éviter des débordements comme lors du G8 de 2003. Les commerçants, eux, sont inquiets.

Gekommen, um zu bleiben

Die Zahl der neuen Asylanträge sinkt leicht, die Schweiz beherbergt jedoch immer mehr Geflüchtete

NIKOLAI THELITZ, SEBASTIAN BRIELLMANN

Das klingt nach etwas Entspannung: Im Jahr 2025 haben in der Schweiz 25 781 Personen ein Asylgesuch gestellt. Das sind weniger als in den Vorjahren, gegenüber 2024 ist die Zahl um rund 7 Prozent gesunken. Auch die Gesuche um den Schutzstatus S sind rückläufig, die Zahl ist um rund 22 Prozent auf 12 897 gesunken. Das zeigen die neuesten Zahlen des Staatssekretariats für Migration (SEM).

Was jedoch stetig steigt, ist die Gesamtzahl: Heute leben offiziell rund 235 000 Asylsuchende und aufgenommene Personen in der Schweiz. Einen grossen Anteil daran hat die Flüchtlingswelle aus der Ukraine – und die in den Jahren 2020 bis 2023 stark angestiegene Zahl der Asylgesuche.

Obwohl die Zahlen in den letzten zwei Jahren zurückgegangen sind, befinden sie sich immer noch auf einem hohen Niveau. Es sind deutlich mehr als in den Jahren vor der Corona-Pandemie, als jeweils zwischen 10 000 und 15 000 Asylgesuche im Jahr gestellt wurden. Selbst auf dem Höhepunkt der Flüchtlingskrise 2015 waren die Zahlen nur leicht höher. Eine Aufschlüsselung nach Nationalität zeigt, dass – ohne Schutzstatus S – Afghanen und Eritreer im vergangenen Jahr die meisten Anträge stellten, vor Türken und Somaliern.

Nicht nur die Zahl der Anträge ist im letzten Jahr gesunken, auch jene der positiven Entscheide für Asyl oder vorläufigen Schutz ist tiefer als in den Vorjahren. Erstmals seit 2016 haben weniger als die Hälfte der Antragsteller in der Schweiz Schutz erhalten. Ein positiver Asylentscheid wurde in rund 27 Prozent der Fälle gefällt. Der Unterschied zwischen Schutz- und Asylquote besteht darin, dass Erstere auch Personen einschliesst, die zwar kein Asyl erhalten, aber vorläufig aufgenommen werden – weil ihre Rückführung nicht möglich oder nicht zumutbar ist.

Eine Unterscheidung der Quoten nach Herkunftsland zeigt, dass die Chancen von Menschen aus der Türkei oder Eritrea auf Schutz in der Schweiz in den letzten Jahren gesunken sind. Laut dem SEM stellten in den Jahren nach dem Putschversuch 2016 in der Türkei mehr Menschen mit «flüchtlingsrechtlich relevantem Profil» ein Asylgesuch. Das habe sich mittlerweile geändert. «Zugenommen hat auch die Anzahl missbräuchlicher Fälle», sagt der Sprecher Samuel Wyss.

Gestiegene Asylquoten

Von Menschen aus Eritrea gibt es laut dem SEM wieder mehr Primärgesuche, während in den Vorjahren die Sekundärgesuche (Familiennachzug, Geburt), die in der Regel zu einem Schutzstatus führten, dominiert hätten. Mit dem Anstieg der Primärgesuche sinke nun auch die Schutzquote.

Stark angestiegen ist die Asylquote bei Menschen aus Afghanistan. Dies aufgrund einer Praxisänderung im Jahr 2023. Frauen und Mädchen aus Afghanistan erhalten seither in der Regel Asyl. Viele der Anträge wurden von Afghaninnen gestellt, die in der Schweiz bereits vorläufig aufgenommen worden waren. Auch bei Antragstellern aus Syrien ist die Asylquote gestiegen. Die Schutzquote ging jedoch zurück. Dies, weil das SEM nach dem Sturz des Assad-Regimes im Dezember 2024 die Entscheide bei gewissen Asylgesuchen ausgesetzt hat.

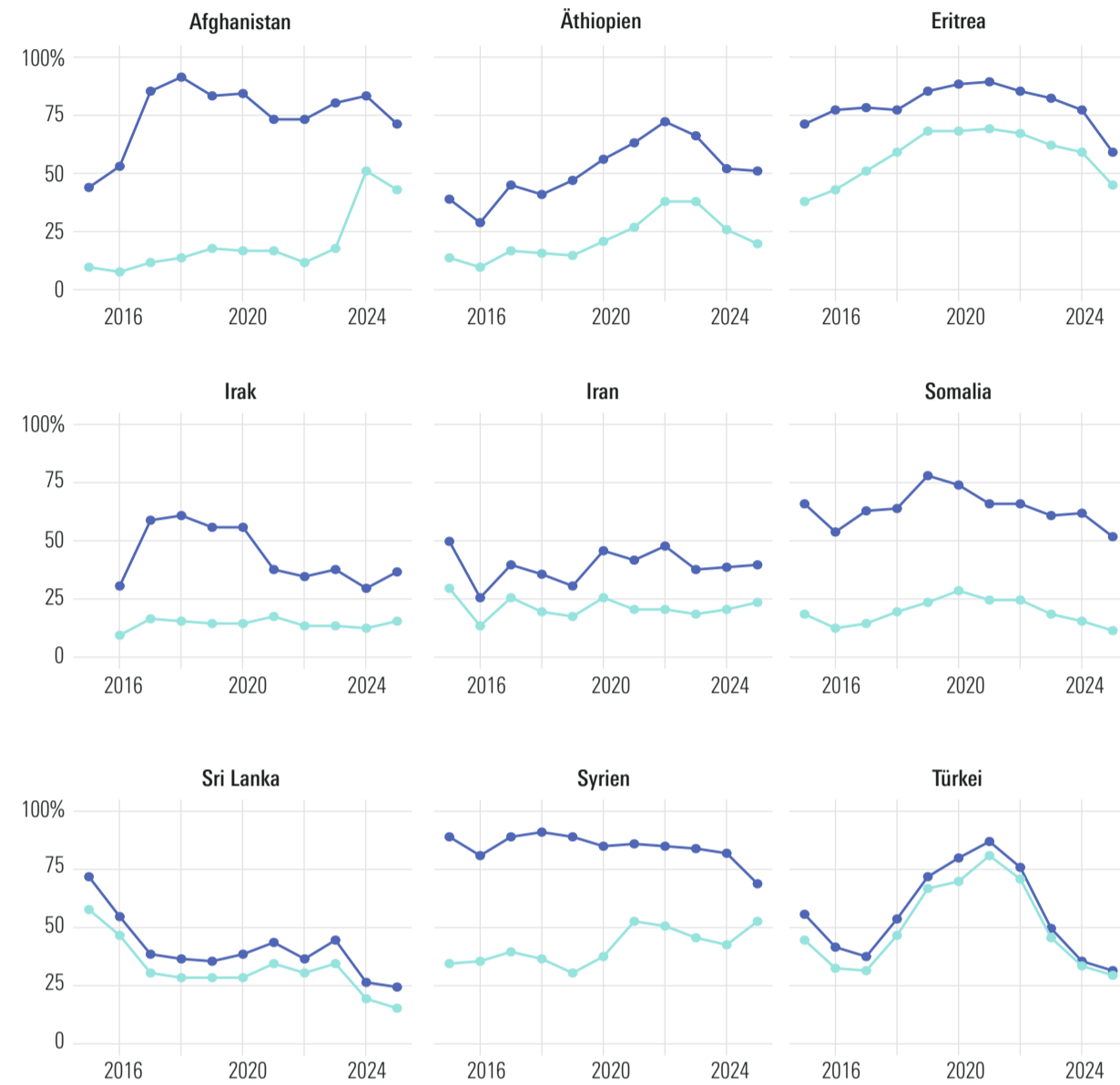
Weiter behandelt wurden jedoch Gesuche für den Familiennachzug, bei denen häufiger Asyl gewährt wird. Die Schutzquote sank dafür, weil auch Dublin-Fälle weiter behandelt wurden. «Ist gemäss Dublin-Übereinkommen ein anderer europäischer Staat für ein Asylgesuch zuständig, hat dies in der Regel die Wegweisung aus der Schweiz zur Folge», sagt der SEM-Sprecher Wyss.

Augenfällig ist zudem: Obschon kaum ein Somalier in der Schweiz Asyl

Türken und Eritreer dürfen weniger oft bleiben

Anteil positiver Entscheide für Asyl oder vorläufigen Schutz nach Nationalität, in Prozent

Asylquote / Schutzquote



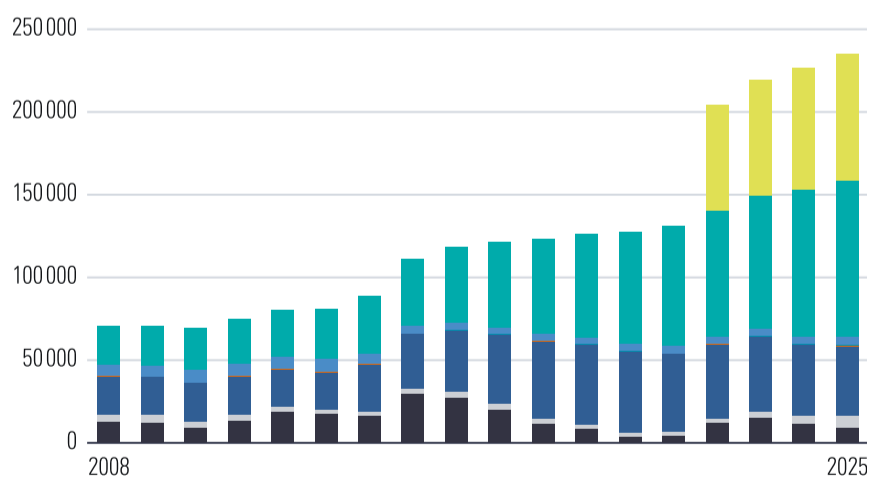
Quelle: SEM

NZZ / fio.

Mehr als 230 000 Menschen im Asylsystem

Anzahl Personen im Asylbereich am Jahresende, nach Status

Erstinstanzlich hängig / Rechtskraftprozess / Vorläufig Aufgenommene / Aussetzungen / Statistische Spezialfälle / Rückkehrunterstützung / Anerkannte Flüchtlinge / S-Status



QUELLE: SEM

NZZ / nfh.

Die Zahl der sogenannten anerkannten Flüchtlinge hat sich in den letzten zehn Jahren mehr als verdreifacht.

erhält, dürfen mehr als die Hälfte der Somaliern trotzdem bleiben. Auch bei den Syrern war dies lange so. «Gemäss Praxis des Bundesverwaltungsgerichts ist der Wegweisungsvollzug für Zentral- und Südsomalia seit längerer Zeit aufgrund der andauernden Gewaltsituation, der chaotischen Lage und der prekären humanitären Situation generell unzumutbar», sagt Wyss. Ebenso gelte auch der Wegweisungsvollzug für Syrien seit März 2011 aufgrund des Ausbruchs des damaligen Bürgerkriegs als unzumutbar.

Nicht nur bei den Aufnahmequoten, sondern auch beim Status der Aufgenommenen zeigen sich interessante Entwicklungen: Besonders stark gewachsen ist die Gruppe mit B-Ausweis, sogenannte anerkannte Flücht-

linge. Ihre Zahl hat sich nach der Flüchtlingswelle 2015/16 in den letzten zehn Jahren mehr als verdreifacht. Viele sind bereits seit einigen Jahren in der Schweiz; der Anteil der Personen, die bereits über sieben Jahre hier leben, steigt stetig an.

Zur steigenden Zahl der Flüchtlinge mit B-Ausweis dürfte auch die sogenannte Härtefallregelung des SEM beitragen: Nach fünf Jahren Aufenthalt als vorläufig aufgenommene Person kann man ein Härtefallgesuch stellen.

Abgelehnte tauchen oft ab

Gerade für die Untergruppe der vorläufig aufgenommenen Ausländer «ohne Flüchtlingeigenschaft» eröffnet der B-Ausweis mehr Rechte bei der Wahl des Wohnorts innerhalb der Schweiz, bei Reisen ins Ausland und bei der Sozialhilfe. Die Zahl der Härtefallgewährungen ist zwischen 2018 und 2022 stark angestiegen: Sie hat sich mehr als verdoppelt, auf über 5000 Fälle pro Jahr. Seither sinkt sie leicht, verbleibt aber auf hohem Niveau. Trotz diesem Anstieg stellen längst nicht alle Personen, die schon länger mit F-Ausweis in der Schweiz leben – also vorläufig aufgenommene Asylsuchende –, ein Härtefallgesuch. Von den rund 42 000 Personen mit F-Ausweis lebten Ende 2025 etwa 19 000 bereits mehr als sieben Jahre in der Schweiz.

«Vorläufig aufgenommene Personen müssen für den Erhalt einer B-Bewilligung verschiedene Voraussetzungen erfüllen und insbesondere gut integriert sein», sagt der SEM-Sprecher Wyss. So müssten sie unter anderem eine Landessprache lernen, sich ins Berufsleben integrieren, finanziell unabhängig sein und die öffentliche Sicherheit und Ordnung respektieren. Zudem, sagt das SEM, handle es sich um besonders «vulnerable Personen»,

für die eine «erfolgreiche Integration» mit «besonderen Herausforderungen» verbunden sei.

Diese Zahlen betreffen nur die offiziell in der Schweiz registrierten Geflüchteten. Bei den abgelehnten Personen wird es komplizierter. Wer einen negativen Asylentscheid erhält, der steigt in der Regel meist nicht freiwillig ins Flugzeug zurück ins Heimatland. Die Rückschaffungsstatistik zeigt, dass mit 37 Prozent eine relative Mehrheit der abgelehnten Personen abtaucht, also etwa aus der Flüchtlingsunterkunft verschwindet. Das tun Marokkaner, Afghanen und Eritreer häufiger als Ukrainer, Syrer oder Georgier.

Der Anteil der abgetauchten Personen ist in den letzten Jahren gestiegen; laut einem SEM-Bericht auch deshalb, weil die Antragsteller dank mehr Beratung ihre Chancen besser abschätzen können und bei Aussichtslosigkeit abtauchen. Wie viele der abgewiesenen Asylbewerber in der Schweiz bleiben, ist nicht bekannt.

Rund 6500 beziehen gemäss Zahlen von 2024 Nothilfe. Die Mehrheit verabschiedet sich aus den offiziellen Strukturen und lebt im In- oder Ausland in der Anonymität. Gemäss einer Studie im Auftrag des SEM aus dem Jahr 2015 lebten damals zwischen 58 000 und 105 000 Menschen als Sans-Papiers in der Schweiz. Die Zahl der illegal Anwesenden dürfte seither weiter angestiegen sein, was politisch scharfe Kritik auslöst.

Das SEM verweist dabei auf die Strategie des Bundesrats. In seiner Antwort auf ein Postulat sprach er sich gegen Massnahmen wie eine kollektive Regularisierung des Aufenthalts von Sans-Papiers aus, genauso wie gegen härtere Strafen bei illegalem Aufenthalt, Schwarzarbeit oder für Schlepper. Mit einer «konsequenten Anwendung der ausländerrechtlichen Bestimmungen durch die zuständigen Migrationsbehörden insbesondere auch beim Wegweisungsvollzug» liesse sich die Zahl der Sans-Papiers verringern. Dass dies angesichts der starken Migrationsbewegungen der letzten Jahre gelungen ist, darf bezweifelt werden.

Last verlagert sich auf Kantone

Denn schon bei der legalen Migration gibt es genug Probleme. Längst klagen viele Kantone über eine Überlastung hinsichtlich der Unterbringung und der Kosten im Asylsystem. Der Zürcher Sicherheitsdirektor Mario Fehr etwa sagte im vergangenen Jahr, dass die Asylpolitik an «Realitätsverweigerung» grenze, und fügte an: «Es muss etwas passieren.» Es sind die Kantone und die Gemeinden, die die Asylsuchenden langfristig aufnehmen müssen. Der Bund ist nur die ersten 140 Tage verantwortlich. Der Kanton Aargau beispielsweise hat vor über drei Jahren eine Asylnotlage ausgerufen.

Die Gemeinden sind ebenfalls überlastet. Im vergangenen Jahr warnte Claudia Kratochvil, Direktorin des Gemeindeverbands, in der «NZZ am Sonntag» vor einem «Asylkollaps». Es fehle an allem: an Unterbringungsmöglichkeiten, an Fachpersonal für die Betreuung – und zunehmend auch an Akzeptanz in der Bevölkerung. In der Tat werden an der Urne vermehrt Vorlagen etwa für den Bau von Asylzentren abgelehnt. Und gegen bestehende gibt es Widerstand.

Auch das SEM spricht von der «grössten Flüchtlingsbewegung», mit der Europa seit dem Zweiten Weltkrieg konfrontiert sei. Das habe dazu geführt, dass die Behörde in den vergangenen Jahren mehrere zusätzliche Bundesasylzentren vorübergehend in Betrieb habe nehmen müssen, «um jederzeit allen Asyl- und Schutzsuchenden vom ersten Tag an ein Bett und ein Dach über dem Kopf anbieten zu können». Die Situation sei «herausfordernd», aus Sicht des SEM aber «unter Kontrolle». In der Politik sehen das viele anders. In der Frühjahrs-session sind wiederum zahlreiche Asylvorstösse traktandiert.

Une initiative inédite en Suisse veut réguler les géants du web

Responsabiliser internet Le texte lancé mardi exige que les plateformes, les moteurs de recherche et l'intelligence artificielle assument leurs responsabilités.

Florent Quiquerez

Alors que le Conseil fédéral – freiné par les menaces de droits de douane de Donald Trump – tergiverse sur la façon dont il veut réguler les géants du web, le coup de pression pourrait venir du peuple. Ce mardi, une initiative populaire a été officiellement lancée. Son but: responsabiliser les géants du numérique. Et si le texte mérite qu'on s'y intéresse, c'est qu'il ne fait pas les choses à moitié. Tant le fond que la forme impressionnent.

Le fond, d'abord. Cette «initiative internet» vise un large spectre d'interventions. Elle renforce d'abord explicitement la protection des mineurs et consolide les droits des consommateurs. Le texte intègre aussi pleinement l'intelligence artificielle générative dans le champ des obligations. Pour les initiants, cette extension est indispensable, alors que les chatbots sont désormais utilisés comme des moteurs de recherche à part entière, voire directement intégrés à ceux-ci.

En matière de désinformation, l'initiative impose aussi la mise en œuvre de mesures concrètes de réduction des risques afin de prévenir toute manipulation des processus démocratiques en Suisse, notamment par des campagnes étrangères.

Sanctions financières et restrictions d'accès

Et pour garantir l'effectivité de ces dispositions, le texte prévoit la désignation d'un représentant légal en Suisse, mais surtout la possibilité de sanctions financières et, en dernier recours, des restrictions d'accès aux plateformes concernées. L'objectif est clair: doter la Suisse d'une base constitutionnelle solide permettant une régulation réellement applicable.

Sur la forme, le texte non plus n'est pas en reste. Car c'est une véritable armada qui est derrière cette initiative. À la manœuvre, on trouve Guido Fluri. Il y a un peu plus de dix ans, l'homme avait déjà marqué la politique suisse en lançant l'initiative sur



L'entrepreneur et philanthrope Guido Fluri (à g.) est à l'origine de l'initiative internet. Le peuple pourrait avoir le dernier mot. Keystone

«Lorsqu'il s'agit de nos droits fondamentaux et de la démocratie suisse, il ne peut y avoir de compromis.»

Guido Fluri
Entrepreneur et philanthrope

la réparation en faveur des victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance en Suisse. En un temps record, l'initiative avait rassemblé 100'000 signatures et avait permis une véritable reconnaissance des abus passés en Suisse.

Abus sexuels et cyberescroquerie

Pour cette nouvelle initiative, il est entouré de personnalités politiques de premier plan. On retiendra, côté romand, le soutien de Céline Amaudruz (GE), vice-présidente de l'UDC, de Samuel Bendahan (VD), coprésident du groupe socialiste, de Jacqueline de Quattro (PLR/VD), présidente de la Commission de politique de sécurité, de Sophie Michaud Gigon (Les Verts/VD), secrétaire générale de la Fédé-

ration romande des consommateurs, ou encore de Céline Weber (VD), vice-présidente des Vert'libéraux.

Pour les initiants, les plateformes numériques, les moteurs de recherche et les services d'IA servent aujourd'hui de vecteurs à la diffusion massive de contenus illégaux, criminels et menaçant la sécurité de l'État. Et de citer les abus sexuels sur des enfants, la cyberescroquerie ou encore les campagnes de désinformation orchestrées depuis l'étranger. «Le modèle économique des géants du web repose sur la captation maximale de l'attention, sans responsabilité équivalente quant aux risques générés», alertent-ils. Pour eux, «il est temps de mettre un terme à cette logique».

Le lancement de cette initiative internet intervient également

dans un contexte particulier. Les atermoiements du Conseil fédéral avaient suscité une grogne populaire, qui s'était concrétisée dans une lettre ouverte. Mais aussi une action politique, puisque les Verts avaient proposé un projet de loi clés en main. Après plusieurs mois de retard, le gouvernement a finalement mis en consultation un projet de loi sur les plateformes de communication et les moteurs de recherche (LPCom).

Reste que dans sa forme actuelle, la mouture du Conseil fédéral est jugée largement insuffisante pour les initiants. Pour Guido Fluri, les 100'000 signatures de son initiative constitueront un mandat clair pour élaborer une loi efficace. «Lorsqu'il s'agit de nos droits fondamentaux et de la démocratie suisse, il ne peut y avoir de compromis.»